

Point de vue

## La retraite des pouvoirs

vendredi 16 juillet 2010, par [CORCUFF Philippe](#), [DEMARCO Sandra](#), [MECARY Caroline](#), [PELLETIER Willy](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juillet 2010).

Hier une crise financière, aujourd'hui une crise politique, à la rentrée une crise sociale ?

La crise politique déclenchée par « l'affaire Woerth/Bettencourt » pose le problème des interrelations entre un régime économique basé sur la concentration des richesses et un régime politique basé sur la concentration des pouvoirs. Le principal effet du grain de sable Mediapart ne réside pas dans le dévoilement d'un caché sulfureux, mais dans la façon dont a été rendu publiquement visible ce que nous avons déjà sous les yeux. Ludwig Wittgenstein notait dans ses *Recherches philosophiques* : « *Les aspects des choses les plus importants pour nous sont cachés du fait de leur simplicité et de leur banalité. (On peut ne pas remarquer quelque chose - parce qu'on l'a toujours sous les yeux)* ».

Les classes dominantes sont tissées d'un réseau serré de relations quotidiennes, comme l'ont montré les observations sociologiques de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (*Le Monde* daté du 14 juillet). Entre les diverses fractions de la bourgeoisie, les hauts fonctionnaires comme les professionnels de la politique effectuant des aller-retour entre l'Etat et le monde des affaires, un entre-soi est cultivé. Il n'y a point là de complot, seulement des évidences partagées dans des formes de vie plus ou moins communes. Une disposition à se sentir à la bonne place, à se croire autorisé à... D'où le sentiment d'incompréhension, avec une pointe d'arrogance, manifesté aux premiers temps de « l'affaire Woerth/Bettencourt », quand le banal a été rendu public : « *pourquoi aurais-je à me justifier ?* »

Cette sensation première d'incrédulité de ceux qui sont pris la main dans leur train-train habituel apparaît renforcée par un « savoir commun » des dominants pointé par Luc Boltanski dans son dernier livre *De la critique* (Guallimard, 2009) : la poursuite du cours des choses a besoin de règles mais aussi de transgressions des règles par les dominants eux-mêmes, au nom de « l'intérêt supérieur de... ». Les dominés sont soumis, quant à eux, à une application rigide des dites règles. L'actualité médiatique est aujourd'hui pleine de cette profonde asymétrie, aussi importante que l'asymétrie des richesses et des pouvoirs qu'elle accompagne.

Dans un deuxième temps, la bonne vieille rengaine des théories du complot a pris la suite, tant cette trame narrative réunit dans des stéréotypes semblables les défenseurs et les critiques manichéens des pouvoirs. On a ainsi eu droit à la pensée lumineuse d'un Frédéric Lefebvre osant la comparaison avec Zola. A droite, où sont passés les André Malraux et les Raymond Aron ? Il faudra se contenter du « complot trotsko-fasciste » (qui a quelques relents de « complot hitléro-troskyste » prisé jadis par les stalinien). Avant que Nicolas Sarkozy n'annonce sur France 2 qu'une « commission » magique allait provoquer comme par enchantement la disparition de « l'affaire Woerth/Bettencourt » et faire entrer de nouveau l'entre-soi des dominants dans les évidences de l'ordinaire.

**L'HORIZON DE L'ÉMANCIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE EST DE NOUVEAU EN JEU**

Toutefois la crise politique du sarkozysme, qui appelle une répartition radicalement démocratique et libertaire des pouvoirs, ne constitue qu'une des dimensions des incapacités structurelles de nos sociétés. La récente crise financière du capitalisme a mis en évidence les dérèglements et les faiblesses constitutives de ce mode d'organisation axé sur le profit à court terme. Le capitalisme est clairement apparu comme une machinerie impersonnelle que personne ne contrôle, même si certains en profitent (grassement !). L'échec du sommet de Copenhague sur le climat a souligné l'impuissance capitaliste à traiter sérieusement la question de l'avenir écologique de la planète. La vague de suicides à France Télécom a été un symptôme extrême de la contradiction entre la logique capitaliste et les aspirations à la reconnaissance et à la créativité des individualités contemporaines, que pourtant le capitalisme prétend satisfaire.

A la rentrée, dans le sillage de ces constats critiques, un mouvement social d'ampleur sur les retraites pourrait faire avancer la perspective d'une autre répartition des richesses. Au-delà même, après la parenthèse de la prétendue « fin de l'histoire » des années 1980-1990, l'horizon de l'émancipation individuelle et collective dans des conditions écologiques vivables au sein d'une société post-capitaliste est de nouveau en jeu.

**Philippe Corcuff, sociologue, Sandra Demarcq, syndicaliste, Caroline Mécary, avocate et Willy Pelletier, sociologue**

---

---

**P.-S.**

\* Paru sur LEMONDE.FR | 16.07.10 | 09h26.